

**BULLETIN TRIMESTRIEL  
DE CONJONCTURE**

**SUIVI DE LA CONJONCTURE  
FINANCIERE ET BANCAIRE**

**N° 119 - Juin 2004**

**GUYANE**



# Sommaire

---

<i>Synthèse</i>	4
<b>1. L'évolution financière</b>	<b>5</b>
<b>1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>6</b>
1.1.1 Ensemble des actifs financiers	6
1.1.2 Ensemble des dépôts	8
1.1.3 Les dépôts à vue	10
1.1.4 Placements liquides ou à court terme	12
1.1.5 Epargne à long terme	14
<b>1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>16</b>
1.2.1 Ensemble des concours consentis	16
1.2.2 Concours consentis par les Etablissements de Crédit locaux	18
1.2.3 Concours consentis par les Etablissements de Crédit non installés localement	20
<b>1.3 Position extérieure nette du système bancaire local</b>	<b>22</b>
<b>1.4 L'enquête auprès des établissements de crédit de Guyane</b>	<b>23</b>
<b>2. Rappel des taux</b>	<b>25</b>
<b>2.1 Taux du marché</b>	<b>26</b>
2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	26
2.1.2 Taux de base bancaire	26
<b>2.2 Taux d'intérêt légal</b>	<b>27</b>
<b>2.3 Taux de l'usure</b>	<b>27</b>
2.3.1 Crédits aux particuliers	27
2.3.2 Crédits aux entreprises	27
<b>2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</b>	<b>28</b>
<b>3. Monnaie Fiduciaire</b>	<b>29</b>
<b>3.1 Emission de billets euros</b>	<b>30</b>
<b>3.2 Emission de pièces euros</b>	<b>31</b>

L'ensemble des **actifs financiers** recensés en Guyane s'élève à 724,4 millions d'€ au 31 mars 2004, en hausse de 1,1 % sur un an (+ 5,9 % au 31 mars 2003). Ce fort ralentissement provient pour l'essentiel d'un défaut de centralisation des encours d'assurance-vie, amputant le total des actifs financiers d'environ 23 millions d'€. Hors cet élément, la croissance s'établit à + 4,7 % sur un an.

Dans le détail, la meilleure performance sur un an revient aux placements à long terme hors assurance-vie (+ 15,7 %, contre - 0,1 % au 31 mars 2003), suivis des placements liquides ou à court terme (+ 5,0 % sur un an, contre + 6,1 %) et des dépôts à vue (+ 1,0 %, contre 8,2 %). Au sein des **placements liquides ou à court terme**, les placements indexés sur les taux du marché monétaire enregistrent une faible progression de 0,7 %, des taux d'intérêt réels quasiment nuls depuis la mi-2003 ne favorisant pas leur souscription, alors que les placements à taux réglementés, qui offrent une rentabilité un peu supérieure, enregistrent une croissance de 7,0 %. Parmi les **placements à long terme**, il convient de souligner la performance des OPCVM non monétaires (+ 65,2 %) et des portefeuilles-titres (10,2 %), portée par la bonne tenue des marchés financiers en début d'année 2004, et la croissance de l'encours des plans d'épargne-logement (+ 8,7 %), dont les conditions sont attrayantes dans le contexte actuel.

Par rapport au trimestre précédent, les dépôts à vue enregistrent une baisse de 3,7 %, qui fait suite à la forte croissance saisonnière observée en décembre (+ 8,8 %), liée notamment au versement de primes en fin d'année. Les placements liquides ou à court terme progressent de 3,0 %, provenant d'une reprise de 5,2 % des placements indexés sur les taux du marché monétaire, alors que les placements à taux réglementés progressent de 2,1 %. Enfin, l'épargne à long terme hors assurance-vie enregistre une croissance trimestrielle de 1,9 %, en ralentissement sensible par rapport au trimestre précédent (+ 8,2 %).

Parallèlement, le **marché du crédit** affiche au 31 mars 2004 une orientation à la hausse mais en ralentissement, l'encours sain global progressant de 2,4 % sur un an contre + 3,8 % un an auparavant. Ce ralentissement a concerné plus particulièrement les établissements bancaires locaux (+ 1,5 %, contre + 3,7 %), et, à un degré moindre, les établissements installés hors du département (+ 2,8 %, contre + 3,8 %).

Les **ménages** guyanais, dont les financements recensés sont essentiellement locaux (74,4 % de l'encours sain global) ont accru de 7,1 % sur un an leur recours au crédit auprès des banques locales (contre + 4,3 % en mars 2003). Cette évolution se traduit par une hausse de l'encours des crédits à l'habitat (+ 6,2 %, contre + 4,9 %) et des crédits de trésorerie (+ 10,8 %, contre + 3,2 %). S'agissant des **entreprises**, les concours sains locaux couvrent 27 % de leur besoin, mais 95,6 % si l'on ne tient pas compte des crédits à l'habitat social. L'encours sain distribué localement s'est contracté de 0,5 % sur un an (contre + 2,1 % en mars 2003), les évolutions par catégories de crédits étant très contrastées : + 26,8 % pour les crédits à l'habitat, - 2,8 % pour les crédits à l'équipement et - 10,8 % pour les crédits de trésorerie. Enfin, l'encours total octroyé aux **autres agents économiques et à la clientèle diverse** est resté stable sur un an. Cet encours est essentiellement composé de crédits à l'équipement (84 % hors douteux). La part des établissements de crédit locaux dans le financement global des autres agents (5,0 % du total au 31 mars 2004) demeure faible.

En terme de **sinistralité**, la qualité globale du portefeuille des établissements de crédit installés en Guyane s'est fortement améliorée sur un an et sur le trimestre. Le taux de créances douteuses (27,2 %) a en effet baissé de 5,3 points par rapport au 31 mars 2003 et de 0,5 point par rapport au trimestre précédent. Le risque "entreprises" (43,1 %) a diminué de 4,6 points sur un an sous l'effet de l'amélioration du taux de créances douteuses des sociétés non financières (- 3,8 points) et des entrepreneurs individuels (- 9,1 points). Le risque "particuliers" est également orienté à la baisse (- 2,3 points sur un an).

Enfin, s'agissant des **perspectives pour les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres de l'année 2004**, la collecte des dépôts s'est contractée au 2<sup>ème</sup> trimestre et devrait rester mal orientée au suivant, selon les dirigeants des établissements de crédit locaux interrogés par l'IEDOM. La production de crédits aux particuliers a enregistré une amélioration au 2<sup>ème</sup> trimestre, plus prononcée pour les crédits à la consommation que pour les crédits à l'habitat. Une progression sensible des deux compartiments est anticipée pour le 3<sup>ème</sup> trimestre. Concernant les entreprises, l'orientation est favorable pour les crédits d'équipement et devrait le rester au trimestre suivant. Un tassement dans les crédits d'exploitation est en revanche observé, qui devrait s'aggraver au 3<sup>ème</sup> trimestre. Enfin, les banquiers constatent une très légère amélioration de leur rentabilité au 2<sup>ème</sup> trimestre, mais anticipent une dégradation sensible au 3<sup>ème</sup> trimestre liée à une dégradation des risques.

# 1. *L'évolution financière*

---

## Remarque liminaire

*L'examen de la situation financière du département est centré sur l'analyse des dépôts et des crédits enregistrés par l'ensemble des établissements de crédit, de La Poste pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières, autres agents et clientèle diverse). Cette analyse est complétée par les présentations de la position extérieure nette du système bancaire du département.*

*Les données agrégées présentées pour le dernier trimestre intègrent la totalité des informations disponibles au moment de la rédaction du bulletin de conjoncture. Elles doivent toutefois être considérées comme provisoires car les informations d'un établissement de crédit peuvent ne pas être disponibles à temps. Dans ce cas, les informations concernant cet établissement sont reconduites à partir du dernier arrêté valide et les nouvelles données sont intégrées dès leur réception.*

*Les chiffres présentés dans les tableaux qui suivent sont arrondis en millions d'euros. En conséquence, de légères différences peuvent apparaître au niveau des résultats affichés (en valeur et en pourcentage).*

# 1. L'évolution financière

## 1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière

### 1.1.1 Ensemble des actifs financiers

Au 31 mars 2004, l'ensemble des actifs financiers recensés dans le département affichent une progression de 1,1 % sur un an, soit un rythme de croissance annuel en net repli par rapport à celui observé au 31 mars 2003 (+ 5,9 % en glissement annuel). De même, la variation trimestrielle atteint - 3,6 %, après + 4,4 % au trimestre précédent. L'encours total des dépôts et placements s'établit à 724 millions d'euros. Ce fort ralentissement est lié à l'impossibilité de centraliser au 1<sup>er</sup> trimestre 2004 les encours des contrats d'assurance-vie, amputant ainsi le total des actifs financiers d'un montant d'environ 23 millions d'€. Hors cet élément, la croissance s'établit à + 4,7 % (contre + 6,1 % au 31 mars 2003).

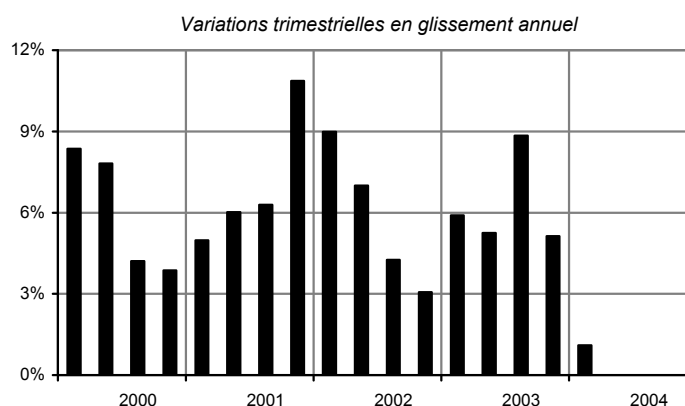
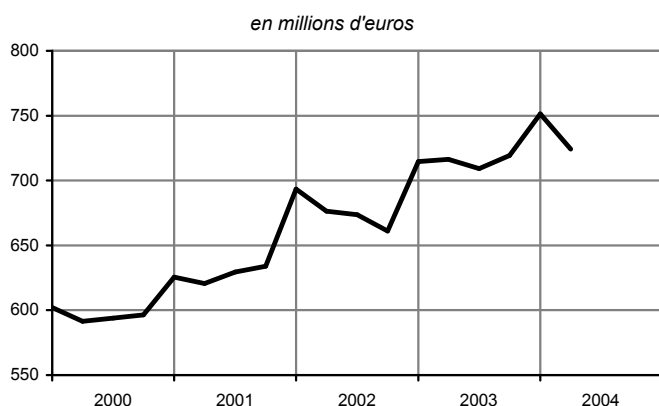
Hors contrats d'assurances-vie, les actifs financiers des **particuliers** enregistrent une baisse de 2,5 % sur un an. Il convient toutefois de relativiser les écarts par catégories d'agents dans la mesure où les modalités de déclaration d'un établissement de crédit de la place ont fortement évolué depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2003 s'agissant des comptes ordinaires créditeurs, ces modifications rendant les comparaisons sur un an peu pertinentes.

La variation trimestrielle de l'épargne financière des **entreprises** s'est établie à - 4,7 % sur le dernier trimestre, la variation sur un an de +18,5 % n'ayant que peu de signification.

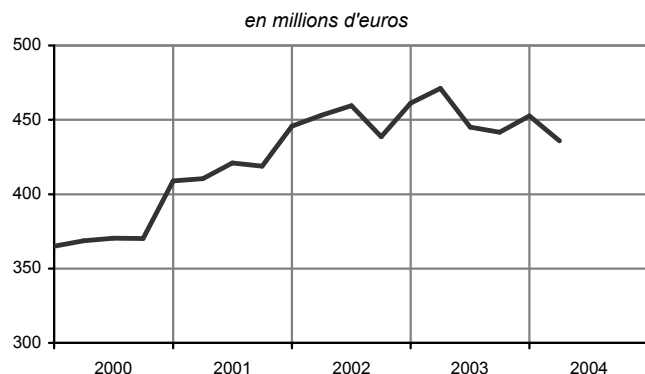
Composé à 64 % par l'encours des administrations privées, l'ensemble des actifs financiers des **autres agents économiques et de la clientèle diverse** a progressé sur un an de 14,2 % contre + 11,5 % en mars 2003.

### Evolution des actifs financiers

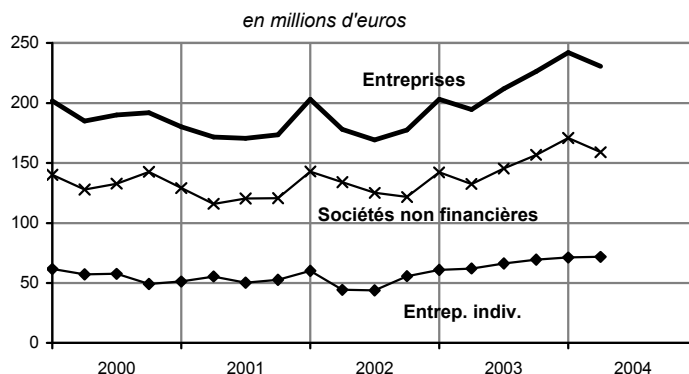
#### Ensemble des actifs financiers



#### Ensemble des actifs financiers des particuliers



#### Ensemble des actifs financiers des entreprises



# 1. L'évolution financière

## Répartition des actifs financiers par catégories de placement

Tableau 1

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Montant en millions d'Euros				
Au 31 mars 2004	351	247	127	724
Part en pourcentage	48,4%	34,1%	17,5%	100,0%
Au 31 mars 2003				
Au 31 mars 2003	347	235	134	716
Part en pourcentage	48,5%	32,8%	18,7%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 2

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Variation 2004 / 2003				
- Montant en millions d'Euros	3	12	-7	8
- En pourcentage	1,0%	5,0%	-5,3%	1,1%
Variation 2003 / 2002				
- Montant en millions d'Euros	26	14	NS	40
- En pourcentage	8,2%	6,1%	-0,1%	5,9%

## Répartition des actifs financiers par agents économiques

Tableau 3

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 mars 2004	436	72	159	58	724
Part en pourcentage	60,2%	9,9%	21,9%	8,0%	100,0%
Au 31 mars 2003					
Au 31 mars 2003	471	62	133	51	716
Part en pourcentage	65,7%	8,7%	18,5%	7,1%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 4

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	-35	10	26	7	8
- En pourcentage	-7,5%	15,4%	19,9%	14,2%	1,1%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	18	18	-1	5	40
- En pourcentage	4,0%	40,8%	-1,1%	11,5%	5,9%

# 1. L'évolution financière

## 1.1.2 Ensemble des dépôts<sup>1</sup>

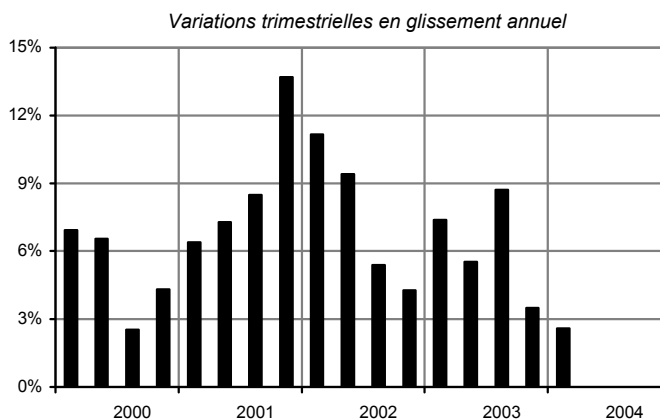
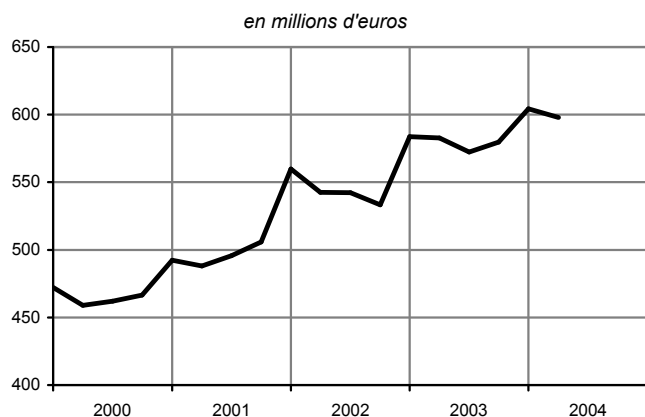
Composé à 59 % de dépôts à vue et à 41 % de placements liquides ou à court terme, l'ensemble des dépôts, à l'instar du trimestre précédent, affiche une progression en glissement annuel (+ 2,6 %), mais un repli sur le trimestre (- 1,0 %).

**Sur un an**, les évolutions par catégories d'agents économiques ne sont pas significatives.

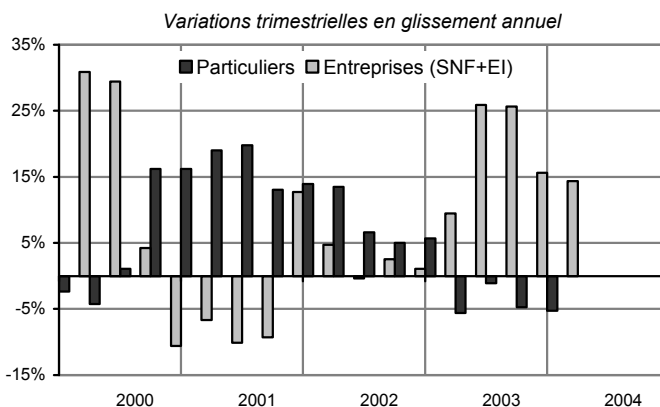
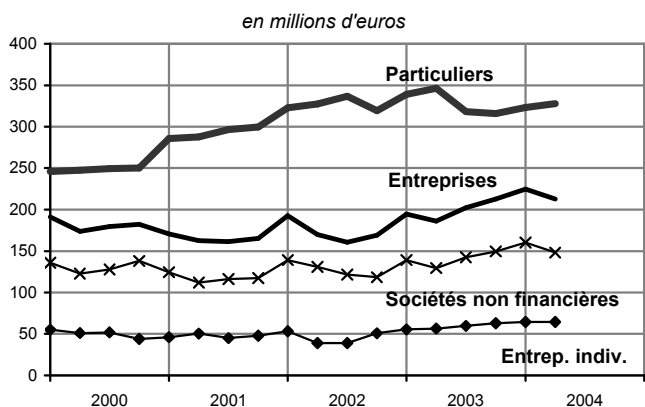
**Sur un trimestre**, les évolutions sont orientées à la hausse mais en ralentissement pour les particuliers (+ 1,5 % après + 2,3 % au trimestre précédent) et les autres agents économiques (+ 1,5 % après + 9,9 %). En revanche, un repli sensible est observé pour les entreprises (- 5,4 % après + 5,7 %), provenant essentiellement des sociétés non financières (- 7,6 % après + 7,2 %).

### Evolution des dépôts

#### Ensemble des dépôts



#### Ensemble des dépôts des particuliers et des entreprises



<sup>1</sup> Les dépôts recensés au nom des résidents sont répartis en fonction de la nature des opérations (dépôts à vue, placements liquides ou à court terme) et suivant les grands réseaux de collecte : établissements de crédit (banques AFB, banques mutualistes), d'une part, services financiers de La Poste et de la Caisse nationale d'épargne, d'autre part.



# 1. L'évolution financière

## Répartition des dépôts par natures

Tableau 5

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Montant en millions d'Euros			
Au 31 mars 2004	351	247	598
Part en pourcentage	58,7%	41,3%	100,0%
Au 31 mars 2003			
Au 31 mars 2003	347	235	583
Part en pourcentage	59,6%	40,4%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 6

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Variation 2004 / 2003			
- Montant en millions d'Euros	3	12	15
- En pourcentage	1,0%	5,0%	2,6%
Variation 2003 / 2002			
- Montant en millions d'Euros	26	14	40
- En pourcentage	8,2%	6,1%	7,4%

## Répartition des dépôts par agents économiques

Tableau 7

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 mars 2004	328	65	148	57	598
Part en pourcentage	54,9%	10,8%	24,8%	9,6%	100,0%
Au 31 mars 2003					
Au 31 mars 2003	346	57	130	51	583
Part en pourcentage	59,4%	9,7%	22,2%	8,7%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 8

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	-18	8	19	7	15
- En pourcentage	-5,3%	14,1%	14,4%	13,1%	2,6%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	19	17	-1	5	40
- En pourcentage	5,7%	44,4%	-1,0%	11,6%	7,4%

# 1. L'évolution financière

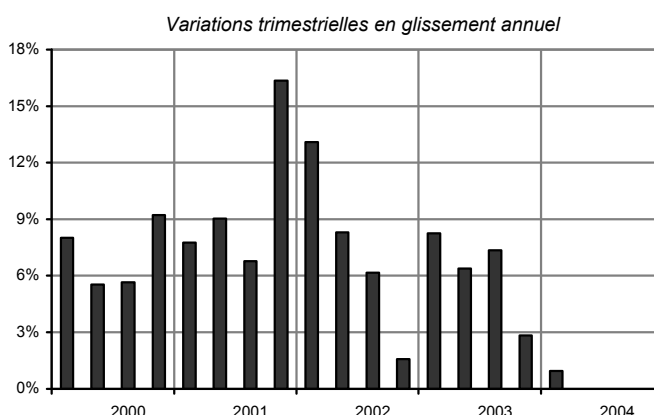
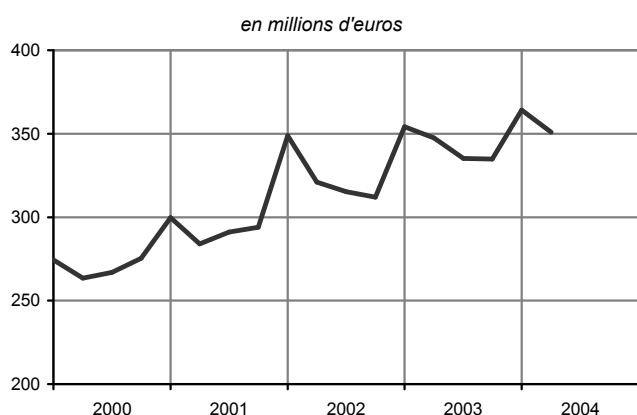
## 1.1.3 Les dépôts à vue

Au 31 mars 2004, le rythme annuel de progression des dépôts à vue est en sensible accélération par rapport au rythme observé il y a un an (+ 1,0 % contre + 8,2 % au 31 mars 2003). Avec 18 % des dépôts à vue des agents économiques (+ 0,5 point sur un trimestre mais + 0,7 point sur un an), La Poste a enregistré une progression de sa collecte de 5,0 % sur un an (contre + 9,2 % un an plus tôt), soit une performance supérieure à celle des réseaux bancaires (+ 0,1 %, contre + 8,0 % au 31 mars 2003).

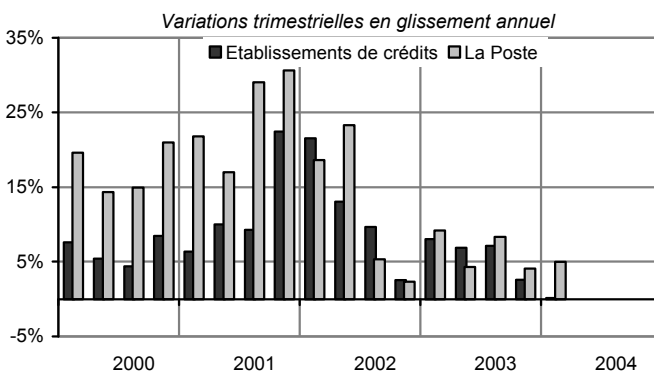
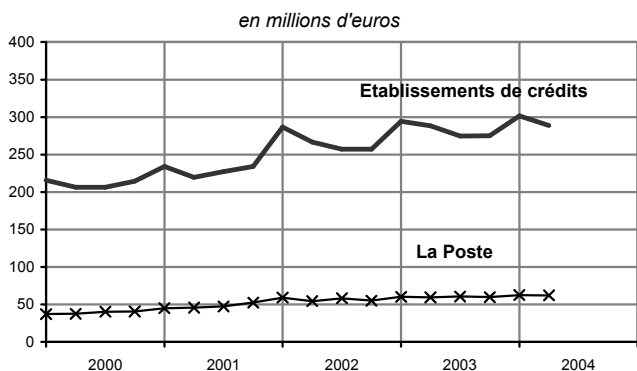
Sur trois mois, le taux de croissance de l'ensemble des dépôts à vue s'établit à - 3,7 %, après + 8,8 % au 31 décembre 2003. Cette évolution est le résultat d'une baisse des dépôts à vue des sociétés non financières (- 12,6 %) et des entrepreneurs individuels (- 0,9 %), compensée partiellement par une hausse pour les particuliers (+ 0,9 %) et les autres agents économiques et la clientèle diverse (+ 5,5 %).

### Evolution des dépôts à vue

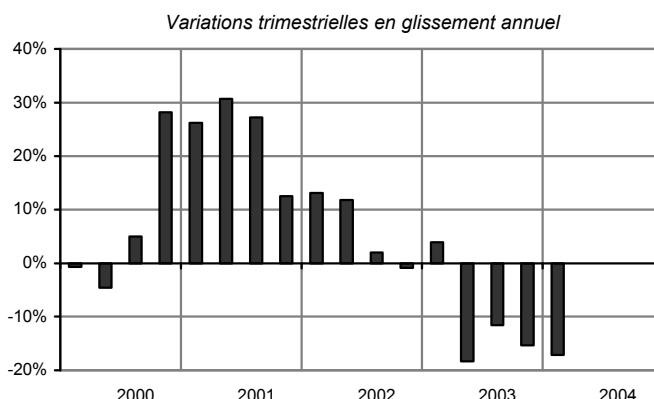
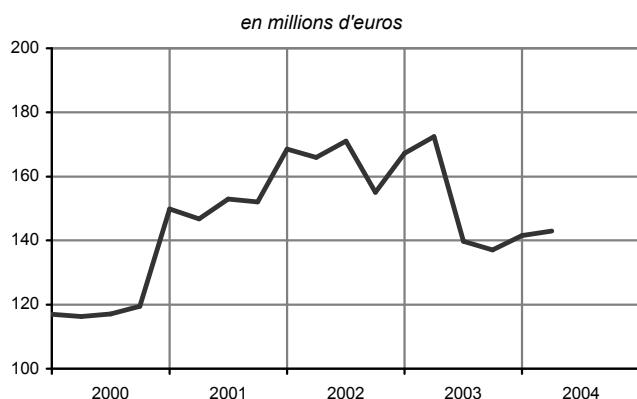
#### Ensemble des dépôts à vue



#### Répartition de l'ensemble des dépôts à vue par réseaux



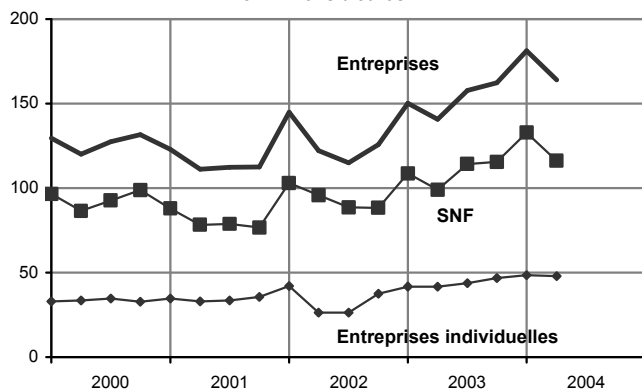
#### Ensemble des dépôts à vue détenus par les particuliers



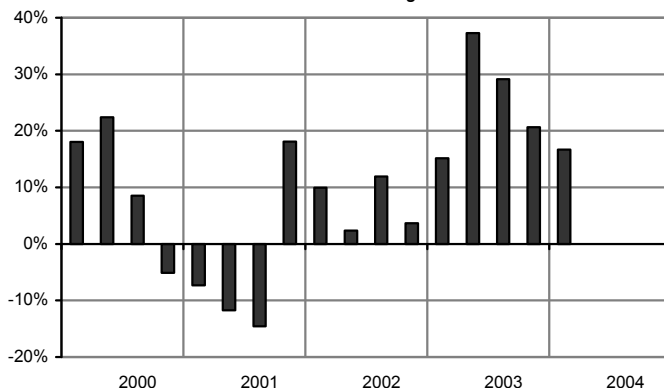
# 1. L'évolution financière

## Ensemble des dépôts à vue détenus par les entreprises

en millions d'euros

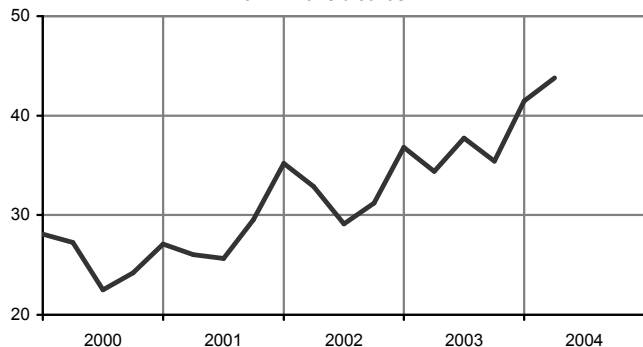


Variations trimestrielles en glissement annuel

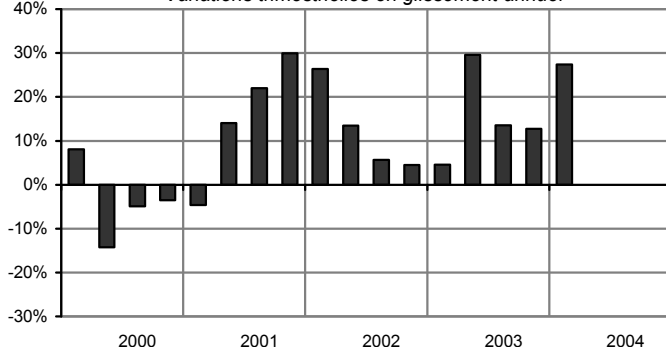


## Ensemble des dépôts à vue détenus par les autres agents et la clientèle diverse

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



## Répartition des dépôts à vue par agents économiques

Tableau 9

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 mars 2004	143	48	116	44	351
Part en pourcentage	40,7%	13,7%	33,1%	12,5%	100,0%
Au 31 mars 2003					
Au 31 mars 2003	172	42	99	34	347
Part en pourcentage	49,6%	12,0%	28,5%	9,9%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 10

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	-30	6	17	9	3
- En pourcentage	-17,1%	15,0%	17,3%	27,3%	1,0%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	6	15	3	2	26
- En pourcentage	3,9%	58,0%	3,3%	4,6%	8,2%

# 1. L'évolution financière

## 1.1.4 Placements liquides ou à court terme<sup>2</sup>

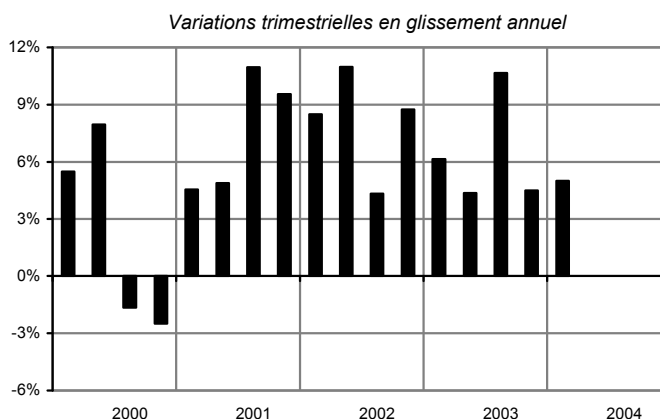
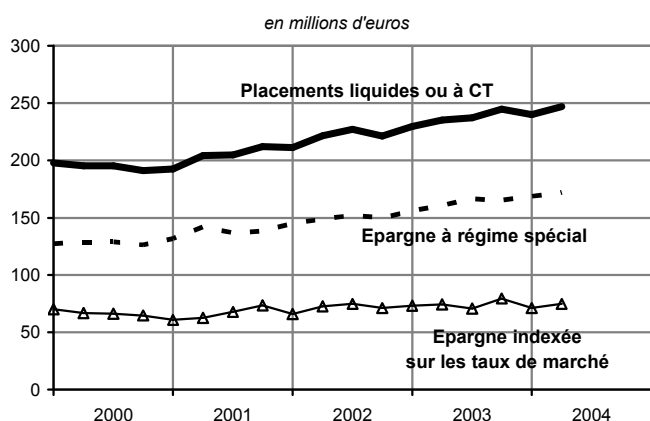
Les placements liquides ou à court terme ont progressé de 5,0 % sur un an, soit un rythme un peu inférieur à celui observé il y a un an (+ 6,1%). Ce ralentissement est imputable à la moindre progression de l'encours des **placements indexés sur les taux du marché monétaire** (+ 0,7 % contre + 2,0 % au 31 mars 2003), et des **comptes d'épargne à régime spécial** (+ 7,0 %, contre + 8,2 % au 31 mars 2003).

Toutefois, l'évolution des comptes d'épargne à régime spécial s'inscrit toujours dans une tendance dynamique, avec un taux de croissance annuel moyen qui s'établit à + 8,5 % depuis mars 2001. Elle est principalement influencée par les comptes sur livrets (représentant 88 % dans le total de l'épargne à régime spécial), qui augmentent de 6,6 %. Cette hausse se décompose en + 3,2 % pour les Livrets A, + 9,3 % pour les Livrets bleus, + 23,1 % pour les LEP et + 11,0 % pour les CODEVI. Les comptes d'épargne-logement ont pour leur part progressé de 10,0 %.

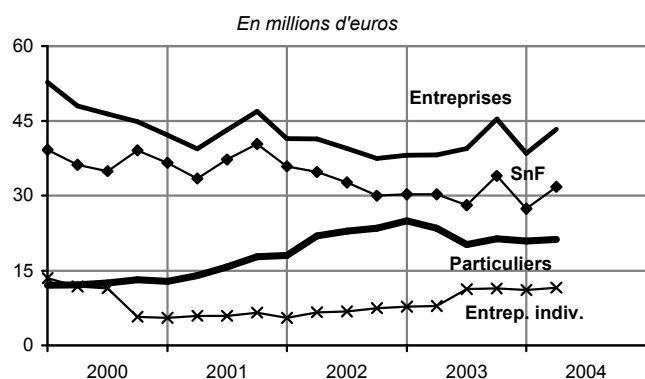
L'évolution des placements indexés sur les taux du marché monétaire au 1er trimestre 2004 (+ 0,7%) provient de la hausse de l'encours des OPCVM monétaires (+ 23,6 %), alors que les dépôts à terme (- 5,8 %), les bons de caisse et d'épargne (- 3,7 %) et les titres de créances négociables (- 21,2 %) sont en repli.

### Evolution des placements liquides ou à court terme

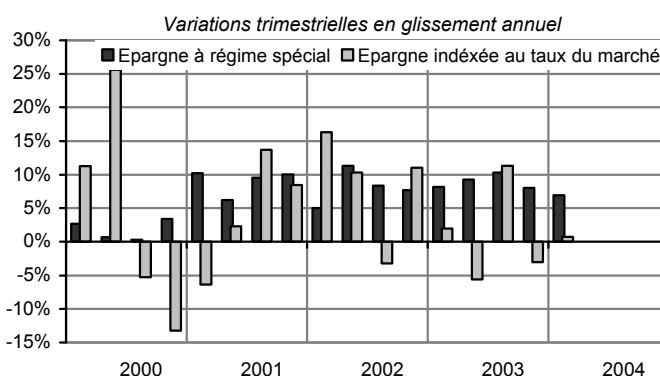
#### Ensemble des placements liquides ou à court terme



#### Placements indexés sur les taux de marché par agents



#### Evolution des placements liquides ou à court terme



<sup>2</sup> Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (Livrets A, livrets ordinaires, livrets bleus, livrets d'épargne populaire, comptes de développement industriel, livrets jeunes, comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (Dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts, OPCVM monétaires).

# 1. L'évolution financière

## Répartition des placements liquides / à court terme par catégories de placement

Tableau 11

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Montant en millions d'Euros							
Au 31 mars 2004	151	21	51	NS	2	22	247
Part en pourcentage	61,2%	8,6%	20,5%	0,1%	0,8%	8,9%	100,0%
Au 31 mars 2003							
Au 31 mars 2003	142	19	54	NS	3	18	235
Part en pourcentage	60,3%	8,2%	22,8%	0,1%	1,1%	7,6%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 12

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Variation 2004 / 2003							
- Montant en millions d'Euros	9	2	-3	NS	-1	4	12
- En pourcentage	6,6%	10,0%	-5,8%	-3,7%	-21,2%	23,6%	5,0%
Variation 2003 / 2002							
- Montant en millions d'Euros	10	3	3	NS	-4	2	14
- En pourcentage	7,3%	15,5%	5,3%	8,0%	-58,9%	15,3%	6,1%

## Répartition des placements liquides / à court terme par agents économiques

Tableau 13

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 mars 2004	185	17	32	13	247
Part en pourcentage	74,9%	6,7%	13,0%	5,4%	100,0%
Au 31 mars 2003					
Au 31 mars 2003	174	15	31	16	235
Part en pourcentage	73,8%	6,3%	13,0%	6,9%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 14

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	11	2	2	-3	12
- En pourcentage	6,5%	11,7%	5,1%	-17,2%	5,0%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	12	2	-4	4	14
- En pourcentage	7,6%	16,4%	-12,8%	30,3%	6,1%

# 1. L'évolution financière

## 1.1.5 Epargne à long terme<sup>3</sup>

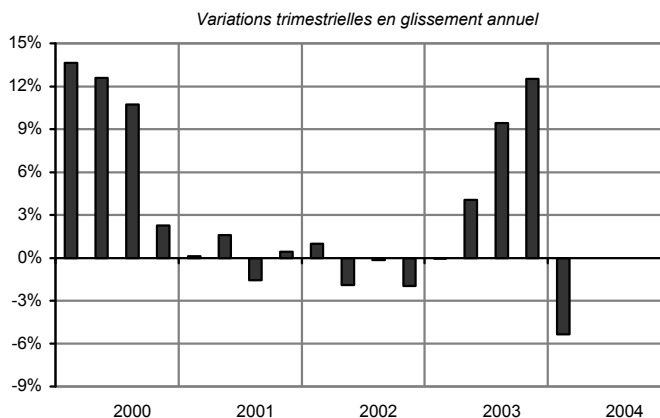
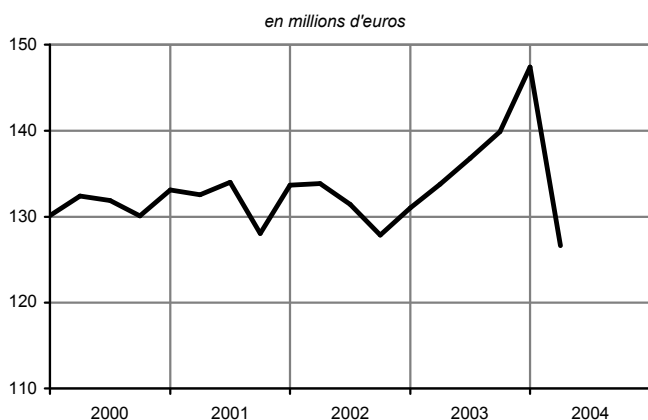
Sur un an, l'encours total de l'épargne à long terme enregistre un repli de 5,3 %, qui provient de l'impossibilité de diffuser l'information sur les encours d'assurances-vie, faute de données. L'impact sur l'encours total est d'environ 23 millions d'€.

Hors cet élément, la croissance de l'épargne à long terme s'établit à + 15,7 %, contre - 0,1 % un an plus tôt. Principaux souscripteurs de ce type d'épargne (85 %), les ménages pèsent fortement sur les évolutions observées hors assurance-vie (+ 7,3 % après + 9,1 % au trimestre précédent et - 0,5 % au 31 mars 2003). La forte progression de l'épargne à long terme des entreprises (+ 106,9 %) contribue également à la performance globale.

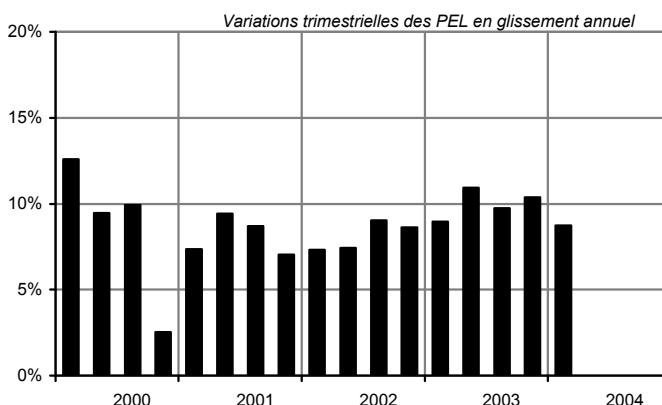
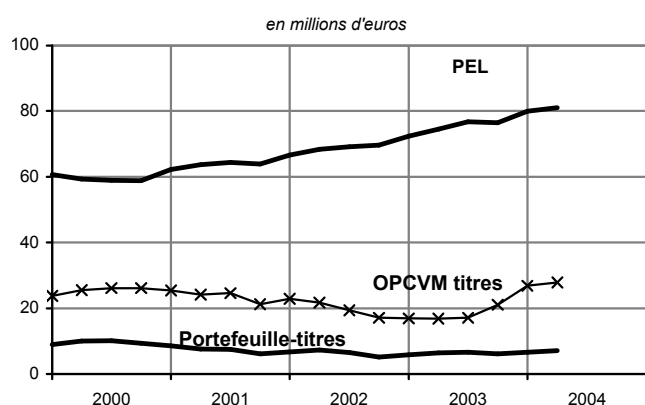
Cette croissance est liée à la progression des Plans d'épargne-logement (+ 8,7 %). Les portefeuilles titres et les OPCVM non monétaires augmentent respectivement de 10,2 % et 65,2 %, grâce à la bonne tenue des marchés financiers en début d'année.

### Evolution de l'épargne à long terme

#### Ensemble des placements à long terme



#### Evolution des placements à long terme



<sup>3</sup> La collecte des statistiques concernant l'épargne à long terme est imparfaite et affecte les résultats et l'analyse. Les chiffres présentés ci-après n'incluent en effet que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne tiennent pas compte des données relatives aux contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance ni des portefeuilles titres en compte dans les établissements métropolitains. Les données obtenues permettent néanmoins d'estimer les montants investis par les résidents en Guyane sous forme de placements longs.

# 1. L'évolution financière

## Répartition de l'épargne à long terme par catégories de placement

Tableau 15

	Portefeuille-titres (actions et obligations)	OPCVM titres (non monétaires)	Plans d'épargne- logement et plans d'épargne populaire	Autres actifs	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 mars 2004	7	28	92	NS	127
Part en pourcentage	5,5%	22,0%	72,3%	0,2%	100,0%
Au 31 mars 2003					
Au 31 mars 2003	6	17	86	25	134
Part en pourcentage	4,8%	12,6%	64,3%	18,4%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 16

	Portefeuille-titres (actions et obligations)	OPCVM titres (non monétaires)	Plans d'épargne- logement et plans d'épargne populaire	Autres actifs	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	1	11	6	-24	-7
- En pourcentage	10,2%	65,2%	6,4%	-98,9%	-5,3%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	-1	-5	6	NS	NS
- En pourcentage	-12,5%	-22,5%	7,1%	0,2%	-0,1%

## Répartition de l'épargne à long terme par agents économiques

Tableau 17

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 mars 2004	108	7	11	1	127
Part en pourcentage	85,2%	5,7%	8,5%	0,6%	100,0%
Au 31 mars 2003					
Au 31 mars 2003	125	6	3	NS	134
Part en pourcentage	93,4%	4,2%	2,3%	0,2%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 18

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en millions d'Euros	-17	2	8	1	-7
- En pourcentage	-13,6%	28,1%	254,4%	285,5%	-5,3%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en millions d'Euros	-1	1	NS	NS	NS
- En pourcentage	-0,4%	12,7%	-5,0%	-15,6%	-0,1%

# 1. L'évolution financière

## 1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière

Cette partie analyse d'abord l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés (y compris La Poste), puis distingue les concours consentis par les établissements locaux et par ceux consentis par les établissements non installés localement.

### 1.2.1 Ensemble des concours consentis

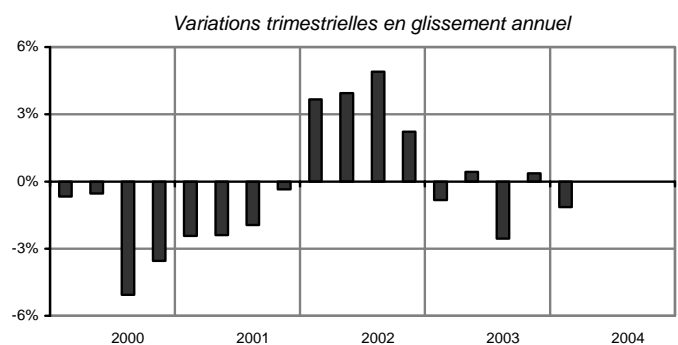
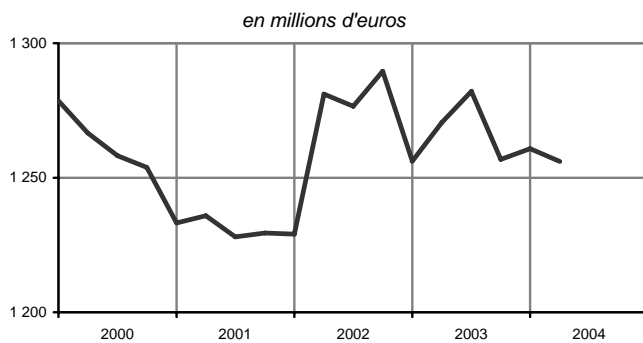
Au 31 mars 2004, l'**encours global de crédit** distribué en Guyane s'inscrit en baisse de 1,1 % sur un an. L'**encours sain** progresse en revanche de 2,4 % en glissement annuel, grâce à la croissance des crédits à l'équipement (+ 5,6 %) et des crédits à l'habitat (+ 3,1 %), qui représentent respectivement 20 % et 55 % du total. Les créances commerciales enregistrent également une croissance (+ 4,7 %), de même que les crédits de trésorerie (+ 5,1 %). L'évolution des **créances douteuses** (- 20,5 % sur un an) témoigne de la poursuite de l'assainissement des portefeuilles de crédit, le taux de créances douteuses ayant perdu 3,0 points sur un an pour s'établir à 12,7 %.

La progression annuelle de l'encours sain des **entreprises**, de 4,6 % en moyenne depuis décembre 2001, a fortement ralenti à + 0,7 %. Ce ralentissement provient des concours consentis aux sociétés non financières (+ 0,6 % contre + 8,3 % en mars 2003), et plus particulièrement des crédits à l'habitat (+ 2,8 % contre + 10,2 %), alors que les entreprises individuelles enregistrent une accélération (+ 2,0 % contre - 2,1 %). Sur un an, le risque "entreprises" s'améliore sensiblement, le taux de créances douteuses perdant 3,0 points à 17,8 %.

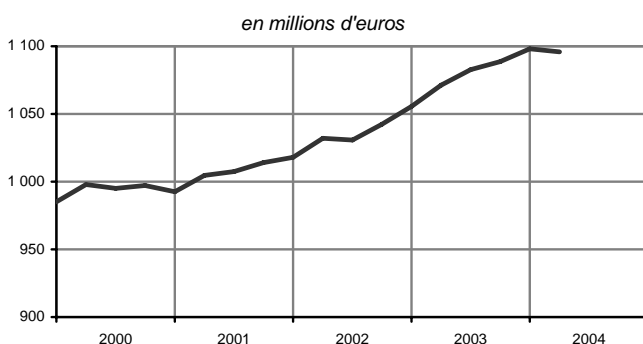
L'encours sain des **ménages** a progressé de 5,3 % sur un an contre + 1,6 % en mars 2003. Les deux principaux types de crédit accordés aux ménages contribuent à cette évolution : + 9,1 % pour les crédits de trésorerie, et + 4,4 % pour les crédits à l'habitat (représentant respectivement 28 % et 71 % de leur encours sain). Sur un an, le risque "particuliers" diminue de 1,9 point pour s'établir à 9,0 %. Une baisse de 1,2 point est également observée sur le trimestre.

### Evolution des concours consentis par les établissements de crédit

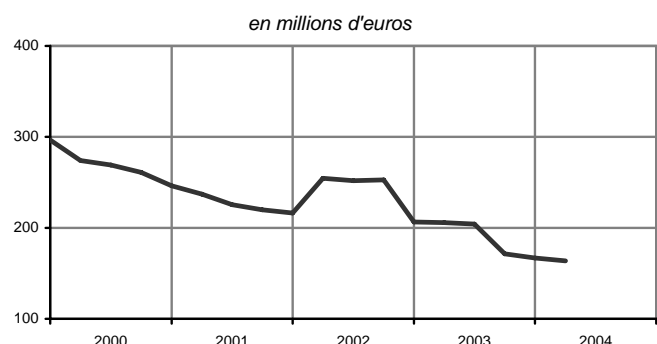
#### Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit



#### Encours sain



#### Encours douteux





# 1. L'évolution financière

## Concours consentis par les établissements de crédit par catégories de crédit

Tableau 19

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros								
Au 31 mars 2004	93	6	248	692	164	52	3	1 257
Part en pourcentage	7,4%	0,5%	19,7%	55,0%	13,0%	4,1%	0,3%	100,0%
Au 31 mars 2003								
Au 31 mars 2003	89	6	234	671	206	59	6	1 271
Part en pourcentage	7,0%	0,4%	18,4%	52,8%	16,2%	4,7%	0,5%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 20

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	4	NS	13	21	-42	-8	-3	-15
- En pourcentage	4,4%	4,8%	5,6%	3,1%	-20,5%	-12,7%	-45,7%	-1,1%
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	3	NS	-19	49	-49	4	1	-10
- En pourcentage	3,8%	-0,4%	-7,4%	7,9%	-19,1%	7,4%	20,4%	-0,8%

## Concours consentis par les établissements de crédit par agents économiques

Tableau 21

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 mars 2004	294	52	712	199	1 257
Part en pourcentage	23,4%	4,1%	56,6%	15,8%	100,0%
Au 31 mars 2003					
Au 31 mars 2003	285	58	729	198	1 271
Part en pourcentage	22,4%	4,6%	57,4%	15,6%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 22

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	9	-6	-18	1	-14
- En pourcentage	3,1%	-10,3%	-2,4%	0,4%	-1,1%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	-4	-20	16	-2	-11
- En pourcentage	-1,5%	-26,1%	2,3%	-1,2%	-0,8%

# 1. L'évolution financière

## 1.2.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

Au 31 mars 2003, l'**encours global de crédit** consenti par les établissements locaux est en diminution pour le cinquième trimestre consécutif (- 5,8 % sur un an) et s'établit à 522,2 millions d'€

Le rythme de croissance annuelle des **crédits sains** est resté bien orienté (+ 1,5 % au 31 décembre 2003 contre + 3,7 % un an auparavant, et + 0,9 % sur le trimestre). Cette évolution est liée à la croissance de l'encours des crédits à l'habitat (+ 9,4 % contre + 4,9 % au 31 mars 2003), des crédits de trésorerie (+ 5,9 % contre + 4,3 %) et des créances commerciales (+ 4,7 % contre - 0,4 %). En revanche, les crédits à l'équipement enregistrent leur 11<sup>ème</sup> repli consécutif (- 2,6 %) et les autres crédits se contractent de 10,5 %.

L'**encours douteux** a baissé de 21,9 % sur un an et de 2,0 % sur le trimestre. Le taux de créances douteuses (27,2 %) perd ainsi près de 5,2 points sur un an.

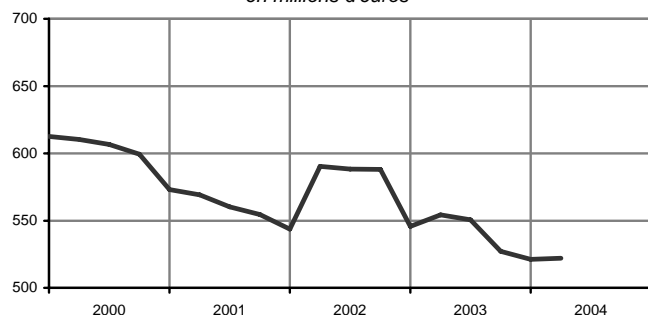
Les principales composantes de l'endettement des **ménages** du département ont progressé en glissement annuel : + 6,2 % pour les crédits à l'habitat et + 10,8 % pour les crédits de trésorerie. Leur encours sain a donc augmenté de 7,1 % sur un an et de 1,4 % sur le trimestre. Enfin, le taux de créances douteuses s'établit à 7,9 %, en baisse de 2,4 points sur un an.

Après cinq trimestres de croissance annuelle, l'encours sain des **entreprises** est reparti à la baisse (- 0,5 % sur un an, dont + 1,0 % pour les sociétés non financières et + 1,2 % pour les entrepreneurs individuels). Ce repli provient principalement des crédits de trésorerie (- 10,8 %), des crédits à l'équipement (- 2,8 %) et des autres crédits (- 7,4 %). A l'opposé, les crédits à l'habitat continuent de progresser à un rythme soutenu (+ 26,3 %). Sur un an, l'encours compromis déclaré sur les entreprises recule de 17,5 %, le taux de créances douteuses reculant de 4,6 points à 43,1 % (47,4 % pour les sociétés non financières et 22,4 % pour les entreprises individuelles).

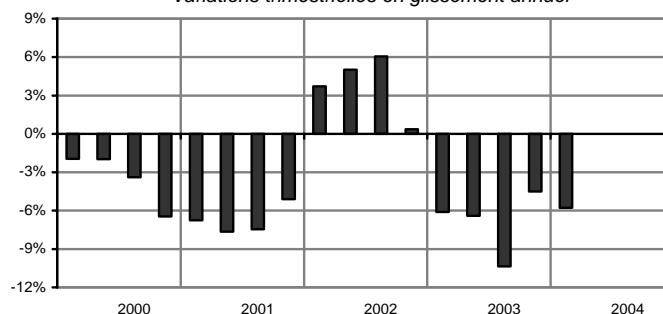
## Evolution des concours consentis par les EC locaux

### Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit locaux

en millions d'euros

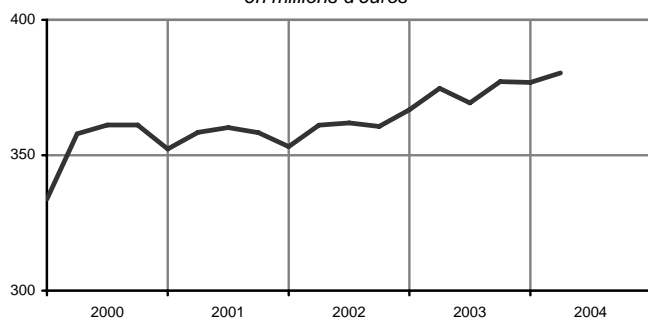


Variations trimestrielles en glissement annuel



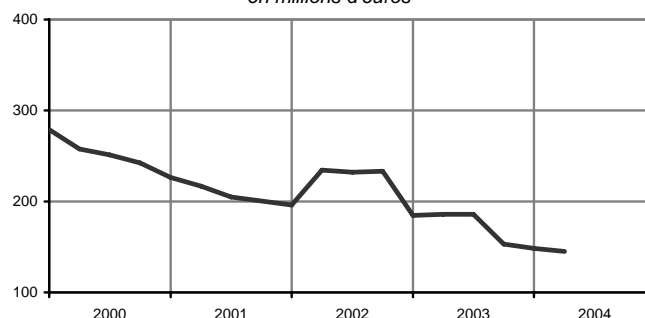
### Encours sain

en millions d'euros



### Encours douteux

en millions d'euros



# 1. L'évolution financière

## Concours consentis par catégories de crédit (EC locaux)

Tableau 23

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros								
Au 31 mars 2004	81	6	82	162	145	42	3	522
Part en pourcentage	15,6%	1,1%	15,8%	31,0%	27,8%	8,1%	0,6%	100,0%
Au 31 mars 2003								
Au 31 mars 2003	77	6	85	148	186	47	6	554
Part en pourcentage	13,8%	1,0%	15,3%	26,7%	33,5%	8,5%	1,1%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 24

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	4	NS	-2	14	-41	-5	-3	-32
- En pourcentage	5,8%	4,8%	-2,6%	9,4%	-21,9%	-10,5%	-45,7%	-5,8%
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	3	NS	-6	7	-49	7	1	-36
- En pourcentage	4,3%	-0,4%	-6,4%	4,9%	-20,7%	17,8%	20,4%	-6,1%

## Concours consentis par agents économiques (EC locaux)

Tableau 25

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 mars 2004	216	51	245	10	522
Part en pourcentage	41,4%	9,7%	47,0%	1,9%	100,0%
Au 31 mars 2003					
Au 31 mars 2003	207	57	267	23	554
Part en pourcentage	37,4%	10,3%	48,2%	4,2%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 26

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	9	-6	-22	-13	-32
- En pourcentage	4,4%	-10,7%	-8,2%	-57,1%	-5,8%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	-1	-20	-26	11	-36
- En pourcentage	-0,5%	-26,2%	-8,7%	86,2%	-6,1%

# 1. L'évolution financière

## 1.2.3 Concours consentis par les établissements de crédit non installés localement

Ces établissements interviennent principalement dans le financement de l'habitat (74 %), notamment social (63 %), et celui de l'équipement (23 %).

Sur un an, l'encours sain progresse de 2,7 %, soit un rythme en décélération de 2 points par rapport à celui observé au trimestre précédent. Cette hausse est alimentée par la croissance des crédits à l'habitat, qui a toutefois tendance à ralentir (+ 1,3 % en mars 2004 contre + 8,8 % en mars 2003), et les crédits à l'équipement (+ 10,3 % contre - 8,0 %). Sur un trimestre, le taux de croissance de l'encours sain s'inscrit en baisse à - 0,7 %, avec les crédits d'équipement (- 3,1 %).

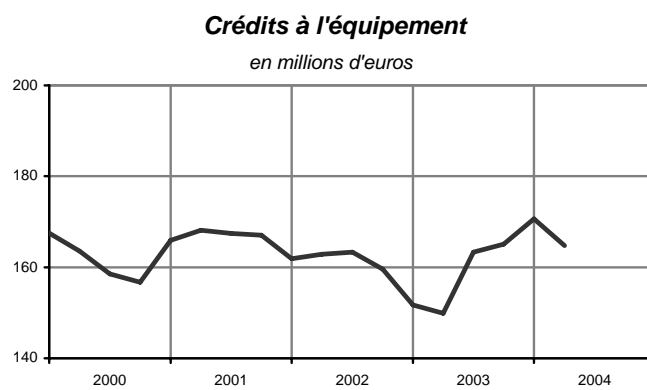
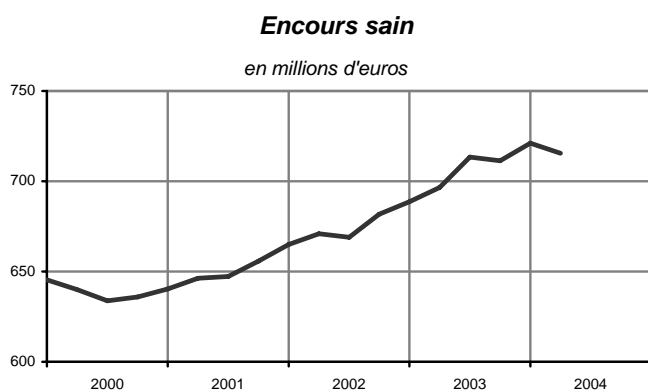
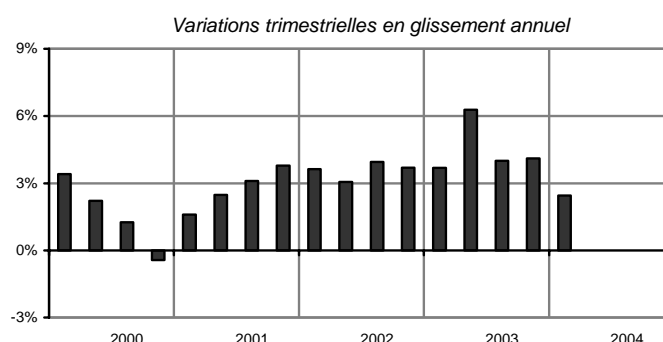
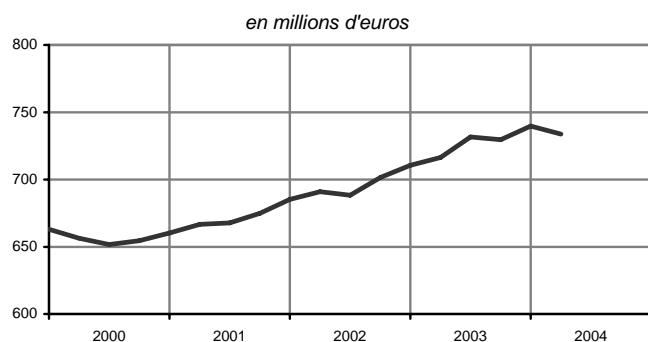
L'encours sain des **entreprises** a progressé de 1,1 % sur un an mais ne change pas sur le trimestre. Son évolution est fortement corrélée à celle des crédits à l'habitat accordés aux sociétés non financières (+ 1,8 % sur un an). Le risque "entreprises" semble bien maîtrisé, leur taux de créances douteuses s'établissant à 1,8 % contre 2,0 % un an auparavant.

Les **particuliers**, qui ne mobilisent que 9,6 % du total, sont les agents sur lesquels le risque est le plus fort avec un taux de créances douteuses de 11,9 %, en baisse toutefois de 0,8 point sur un an. Leur encours sain a progressé de 0,6 % sur un an avec les concours à l'habitat (+ 0,6 %), qui représentent 83 % de l'encours sain.

Enfin, les crédits à l'équipement en faveur des **administrations publiques locales**, qui représentent 70,4 % des encours sains en faveur des **autres agents économiques et clientèle diverse**, ont augmenté de 2,7 % sur un an.

## Evolution des concours consentis (EC non installés localement)

### Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement



# 1. L'évolution financière

## Concours consentis par catégories de crédit (EC non installés localement)

Tableau 27

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros								
Au 31 mars 2004	11	0	165	530	18	9	0	734
Part en pourcentage	1,5%	-	22,5%	72,2%	2,5%	1,3%	-	100,0%
Au 31 mars 2003								
Au 31 mars 2003	12	0	150	523	20	12	0	717
Part en pourcentage	1,7%	-	20,9%	73,0%	2,8%	1,7%	-	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 28

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
- Montant en M d'Euros	-1	-	15	7	-1	-3	-	18
- En pourcentage	-4,6%	-	10,3%	1,3%	-7,2%	-21,2%	-	2,4%
Variation 2003 / 2002								
- Montant en M d'Euros	NS	-	-13	42	NS	-3	-	26
- En pourcentage	1,1%	-	-8,0%	8,8%	-0,9%	-20,3%	-	3,8%

## Concours consentis par agents économiques (EC non installés localement)

Tableau 29

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Montant en millions d'Euros					
Au 31 mars 2004	78	1	466	189	734
Part en pourcentage	10,6%	0,2%	63,5%	25,7%	100,0%
Au 31 mars 2003					
Au 31 mars 2003	78	1	462	175	716
Part en pourcentage	10,9%	0,2%	64,5%	24,4%	100,0%

## Evolution en glissement annuel

Tableau 30

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
- Montant en M d'Euros	NS	NS	4	14	18
- En pourcentage	-0,3%	11,5%	0,9%	8,0%	2,5%
Variation 2003 / 2002					
- Montant en M d'Euros	-3	NS	42	-13	25
- En pourcentage	-3,9%	-20,9%	10,0%	-7,0%	3,7%

# 1. L'évolution financière

## 1.3 Position extérieure nette du système bancaire local

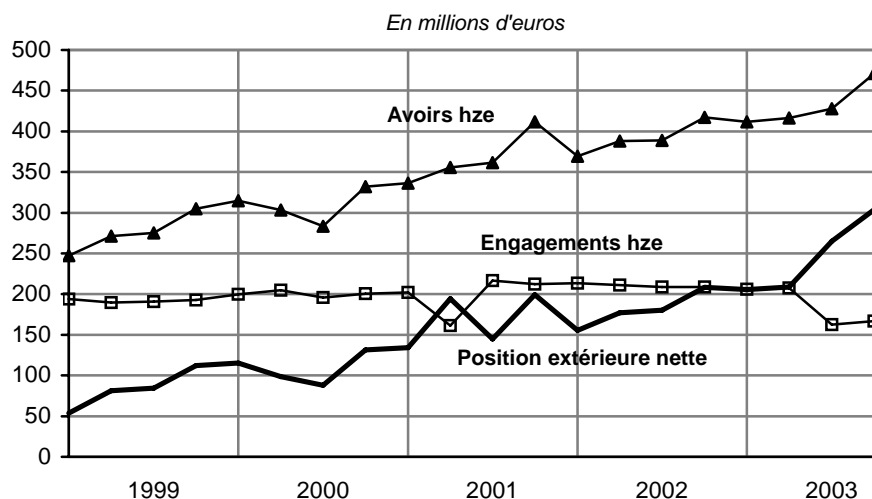
Tableau 31

Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux		Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux		Position extérieure nette du système bancaire local	
(A)		(B)		(A) - (B)	
2003	2004	2003	2004	2003	2004

Montant en millions d'Euros	412	477	206	171	206	306
-----------------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

La position extérieure nette du système bancaire local se définit comme la différence entre les avoirs et les engagements hors du département des établissements de crédit locaux.

Le système bancaire guyanais présente une position extérieure nette structurellement excédentaire, l'épargne collectée étant largement supérieure aux crédits octroyés. Les établissements guyanais sont en effet, dans l'ensemble, prêteurs sur le marché interbancaire, principalement via leurs maisons mères. Entre le 31 mars 2003 et le 31 mars 2004, la position extérieure nette du système bancaire local croît sensiblement (+ 100 millions d'€, soit + 48,5 %).



## 1. L'évolution financière

### 1.4 L'enquête auprès des Etablissements de Crédit en Guyane au 2<sup>ème</sup> trimestre 2004

Les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM témoignent d'une opinion en sensible dégradation sur les dépôts au 2<sup>ème</sup> trimestre 2004. Cette opinion se redresse concernant les perspectives du 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2004, mais demeure négative.

La production de crédits est bien orientée sur le marché des entreprises, les soldes d'opinions étant positifs pour les crédits d'équipement et les crédits d'exploitation. Les perspectives pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2004 restent favorables pour les crédits d'équipement, mais une contraction sensible est anticipée pour les crédits d'exploitation.

S'agissant de la clientèle des particuliers, le marché du crédit à l'habitat se redresse un peu mais le solde d'opinions reste négatif. En revanche, l'opinion sur les crédits à la consommation repart à la hausse après un tassement au 1<sup>er</sup> trimestre. Une reprise vigoureuse est anticipée pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2004.

Conformément à leur anticipation formulée dans la précédente enquête, l'opinion des dirigeants d'établissements de crédit concernant leur produit net bancaire est restée bien orientée, appuyée par une opinion positive et en amélioration concernant le commissionnement et la production de crédit qui progresse dans tous les compartiments, à l'exception des crédits à l'habitat.

Les prévisions pour le trimestre à venir sont particulièrement optimistes, soutenues par une production de crédit en amélioration sur le marché des particuliers et un commissionnement en hausse. Les charges d'exploitation sont jugées en sensible amélioration, mouvement qui ne devrait pas se poursuivre au trimestre prochain. Enfin, contrairement aux anticipations du trimestre précédent, l'opinion sur le coût du risque s'est fortement dégradée et devient négative. Cette dégradation devrait perdurer au 3<sup>ème</sup> trimestre 2004.

Au final, les dirigeants des établissements de crédit constatent une amélioration des résultats sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2004, grâce à la bonne orientation du PNB et à l'amélioration des charges d'exploitation, malgré une détérioration sensible des risques. Ils anticipent toutefois une dégradation pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2004, la forte amélioration du PNB ne compensant pas un coût du risque toujours mal orienté.

Le climat social, jugé en amélioration au 2<sup>ème</sup> trimestre 2004, pourrait se tendre au trimestre prochain avec la poursuite des négociations sur la convention collective.

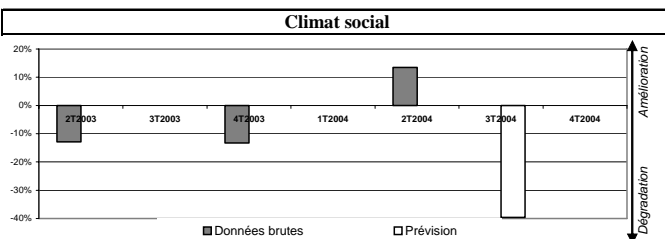
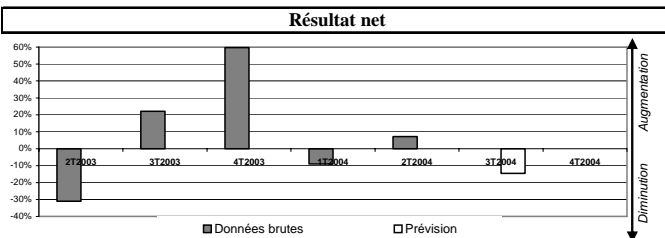
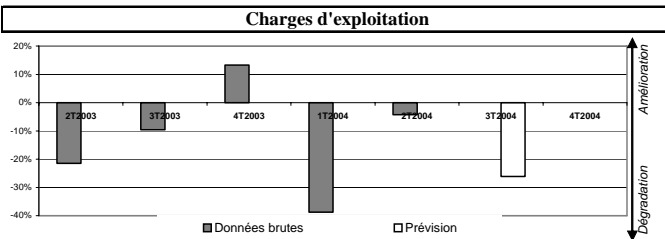
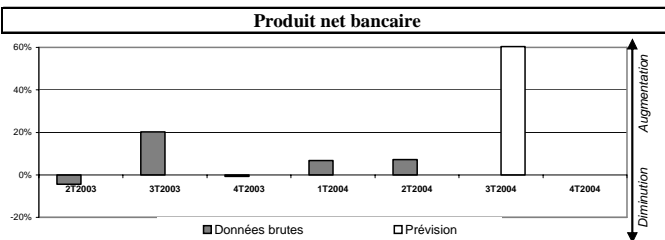
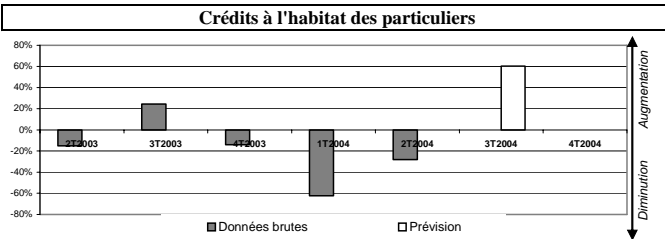
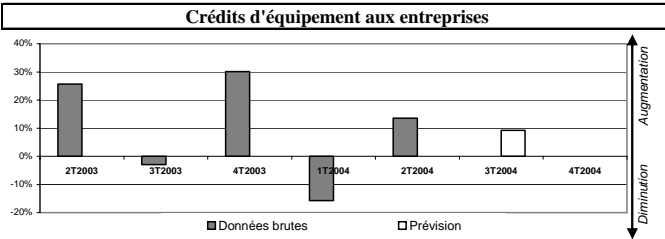
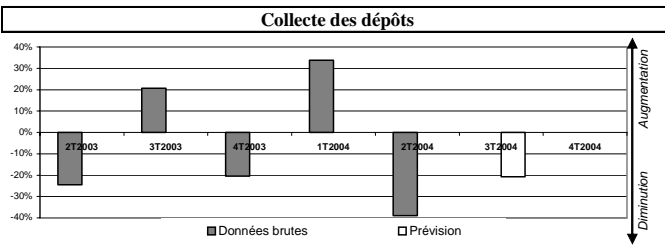
Enfin, l'environnement économique est perçu en sensible dégradation, le solde d'opinions s'enfonçant en territoire négatif. Les prévisions pour le 3<sup>ème</sup> trimestre restent mal orientées.

#### **Méthodologie de l'enquête**

*L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès de l'ensemble des dirigeants des établissements de crédit de la place, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).*

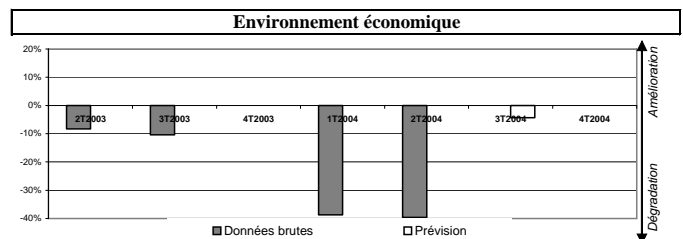
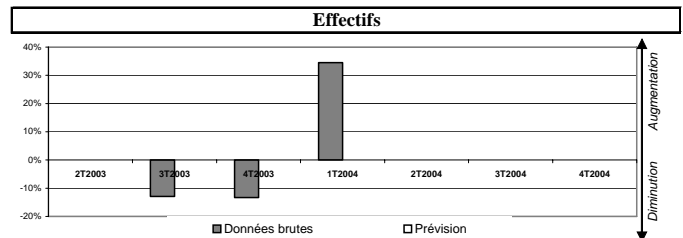
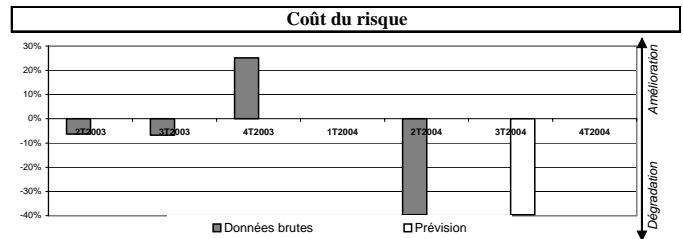
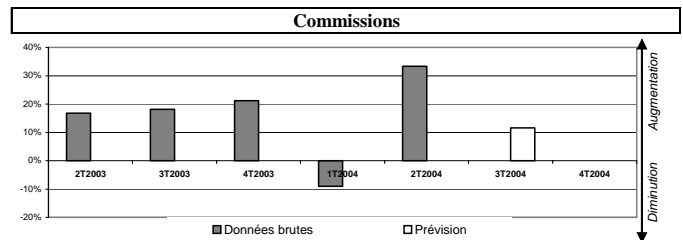
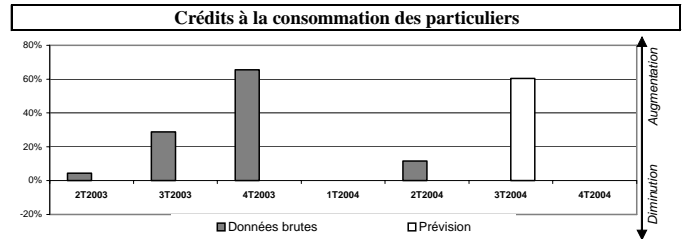
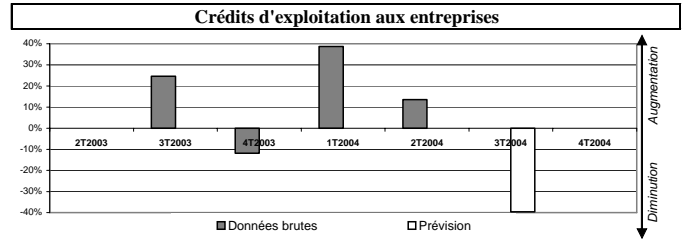
*Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir des évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux marchés de prêts et des opinions relatives à des situations (PNB, commissions, charges d'exploitations, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question la pondération est effectuée par les encours de crédit ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.*

# Résultat de l'enquête auprès des Etablissements de Crédit



## Soldes d'opinions des dirigeants

(BFCAG, BNPG, FCMAG, BRED-BP, CMG, SOFIDEG)





## ***2. Rappel des taux***

---

## 2. Rappel des taux

### 2.1 Taux du marché

#### 2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

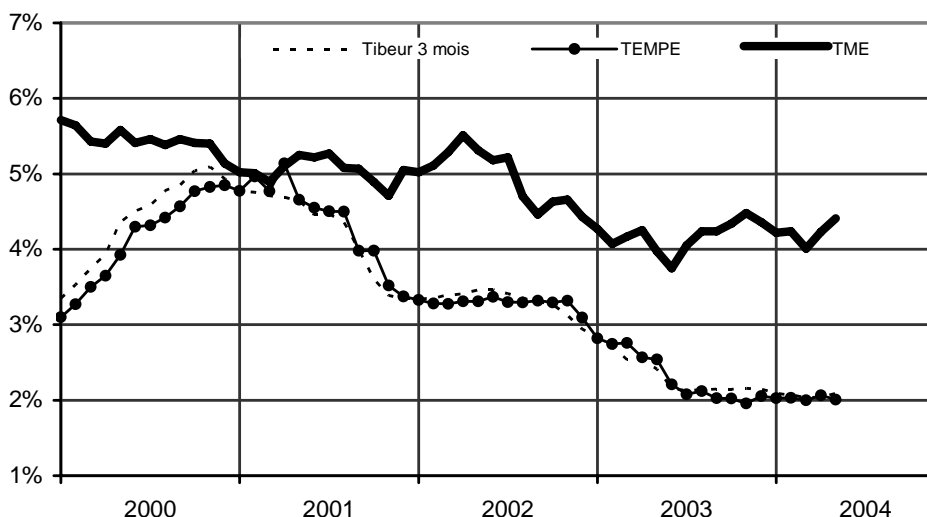
La BCE a laissé inchangés ses taux directeurs au cours du trimestre passé. Ils s'établissent comme suit :

- ✓ 2,0 % pour le taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement,
- ✓ 3,0 % pour le taux de facilité de prêt marginal,
- ✓ 1,0 % pour le taux de facilité de dépôt.

Depuis le mois de juillet 2003, les taux d'intérêt à court terme se sont stabilisés légèrement au-dessus de 2 %. En mai 2004, le Tibeur à 3 mois s'est ainsi établi à 2,09 % et le TEMPE à 2,01 %.

S'agissant des taux à moyen et long terme, le taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) est reparti à la hausse de 0,17 point sur trois mois à fin mai 2004 pour atteindre 4,41 %, en liaison avec la remontée des taux à long terme outre-atlantique.

Evolution des principaux taux du marché monétaire et obligataire



#### 2.1.2 Taux de base bancaire

Le taux de base bancaire de la Guyane correspond à la moyenne pondérée par les encours du taux de base de chaque banque de la place. Le taux de base moyen pondéré s'élève à 9,28 % depuis le début de l'année 2004. Ce taux a été actualisé pour tenir compte des dernières informations disponibles. Toutefois, il convient de rappeler qu'aucun établissement n'a modifié son taux de base depuis octobre 2000. La diminution du taux moyen pondéré s'explique par l'évolution de l'encours entre le 31 décembre 2002 et le 31 décembre 2003.

sept-02	déc-02	mars-03	juin-03	sept-03	déc-03	mars-04
9,32%	9,32%	9,30%	9,30%	9,30%	9,30%	9,28%

Nota : Ces chiffres sont établis à partir des taux de base de 5 banques locales (BNPG, BRED, CRCAM et FC MAG) pondérés par les encours.

## 2. Rappel des taux

### 2.2 Taux d'intérêt légal

Année 1996	Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004
6,65%	3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%

La loi 89-421 du 23 juillet 1989 a défini un nouveau mode de calcul du taux d'intérêt légal (moyenne arithmétique sur douze mois des taux de rendement actuariel mensuels moyens des bons du Trésor à taux fixe calculé sur treize semaines). Ce taux sert de référence, d'une part, pour la liquidation d'intérêts moratoires, dans le cas d'obligations impayées, d'autre part, pour le calcul des intérêts créditeurs attachés aux restitutions consécutives à des instances fiscales.

### 2.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global ou T.E.G. excède, au moment où il est consenti, le taux de l'usure publié en application de l'article 1er de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de 3 mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

#### 2.3.1 Crédit aux particuliers

Seuils de l'usure	3 T 2003	4 T 2003	1 T 2004	2 T 2004
<b>Prêts immobiliers</b>				
- Prêts à taux fixe	7,37%	6,88%	6,77%	6,83%
- Prêts à taux variable	6,89%	6,40%	6,11%	5,99%
- Prêts relais	7,63%	7,12%	7,04%	7,07%
<b>Autres prêts</b>				
- Prêts d'un montant < ou = à 1524 euros	21,63%	21,25%	20,85%	20,96%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 euros	17,27%	16,84%	16,52%	16,57%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > ou = à 1524 euros	10,36%	9,96%	9,60%	9,68%

#### 2.3.1 Crédit aux entreprises

Seuils de l'usure	3 T 2003	4 T 2003	1 T 2004	1 T 2004
- Prêts consentis en vue d'achats ou ventes à tempérament	9,15%	8,72%	8,33%	8,52%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,39%	6,79%	6,48%	6,57%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,92%	6,49%	6,33%	6,35%
- Découvert en compte *	11,47%	11,19%	10,85%	11,05%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,21%	8,73%	8,67%	8,49%

\* Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

## 2. Rappel des taux

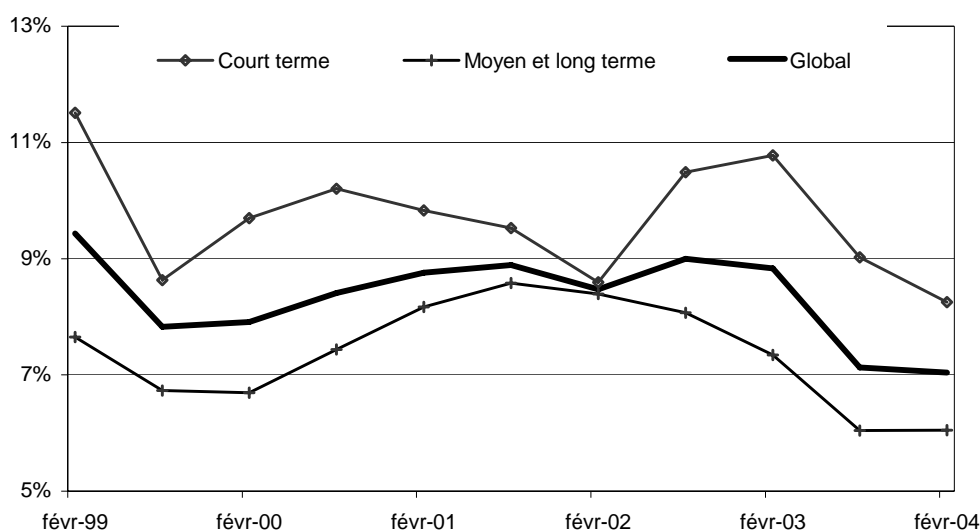
### 2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyen pondéré	févr-01	août-01	févr-02	août-02	févr-03	août-03	févr-04
Court terme	9,83%	9,53%	8,59%	10,49%	10,78%	9,02%	8,25%
- escompte	9,95%	9,21%	8,47%	9,48%	11,48%	7,83%	9,57%
- découvert	10,31%	9,70%	8,52%	11,30%	10,73%	9,78%	8,26%
- autres crédits à court terme	7,00%	9,60%	9,91%	9,38%	9,13%	8,57%	7,65%
Moyen et long terme	8,17%	8,58%	8,39%	8,07%	7,34%	6,04%	6,05%
<b>Global</b>	<b>8,76%</b>	<b>8,89%</b>	<b>8,47%</b>	<b>9,00%</b>	<b>8,83%</b>	<b>7,13%</b>	<b>7,04%</b>

L'enquête semestrielle de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises en Guyane recense l'ensemble des concours accordés par les six établissements interrogés (quatre banques FBF et deux sociétés financières) au cours des mois de janvier-février et juillet-août de chaque année.

Le taux moyen pondéré global a faiblement diminué de 0,09 point par rapport à la dernière enquête et s'établit au niveau le plus bas jamais enregistré dans le département. Cette évolution est liée à la baisse des taux à court terme (- 0,77 point, dont - 1,52 point pour les découverts, - 0,92 point pour les autres crédits à court terme mais + 1,74 % pour l'escompte) alors que les taux à moyen terme sont restés stables. Elle intervient dans un contexte de stabilité des taux de refinancement sur le marché interbancaire (- 0,09 point pour le Tibeur à 3 mois entre février 2004 et août 2003 et -0,08 point pour le TEMPE sur la même période) et de stabilité des taux obligataires sur cette même période.

Il est à noter cependant que l'échantillon intègre des opérations d'achats et de ventes à tempérament (AT/VT) classées selon leur durée. Ce type de concours a un impact significatif à la hausse sur le coût du crédit à moyen et long terme (plus d'un point en moyenne selon les trois dernières enquêtes) : il rend délicates les comparaisons de taux avec la métropole et les autres départements d'outre-mer où les AT/VT sont présents dans des proportions très inférieures.



### ***3. Monnaie Fiduciaire***

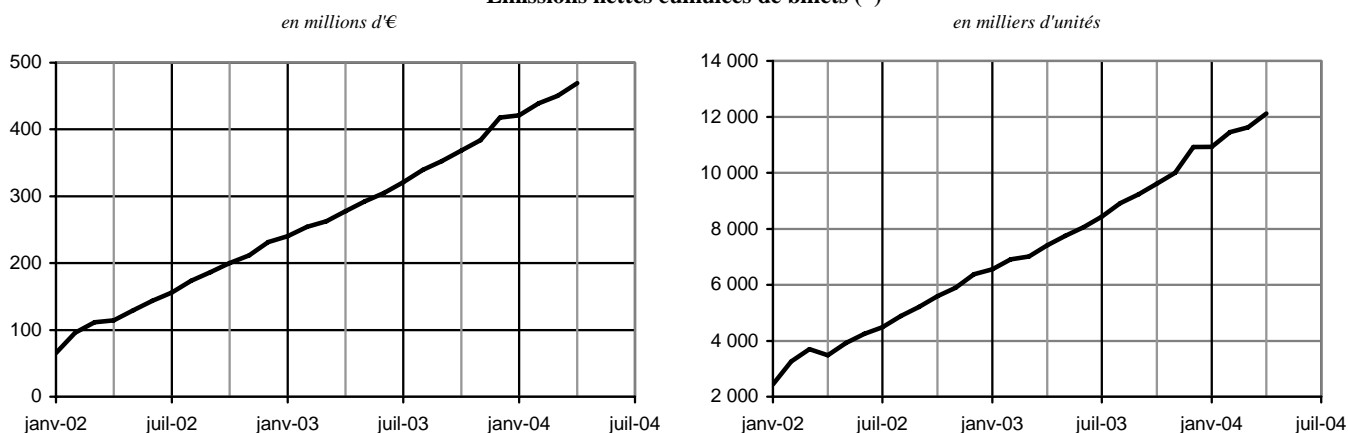
---

### 3. Monnaie Fiduciaire

#### 3.1 Emission de billets euros

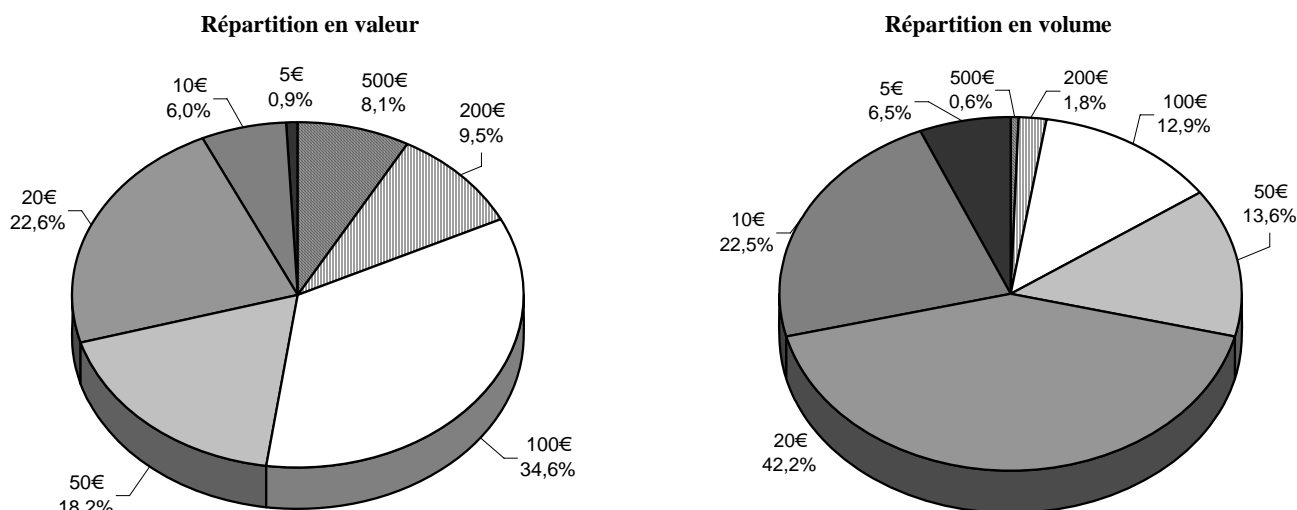
L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours en France métropolitaine. Depuis le passage à l'euro, l'agence de la Guyane a ainsi délivré au 30 avril 2004 près de 12,1 millions de billets pour une valeur totale de l'ordre de 469 millions d'€, toutes coupures confondues.

Emissions nettes cumulées de billets (\*)



(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, préalimantation comprise.

#### Répartition par coupures en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets euros à fin avril 2004

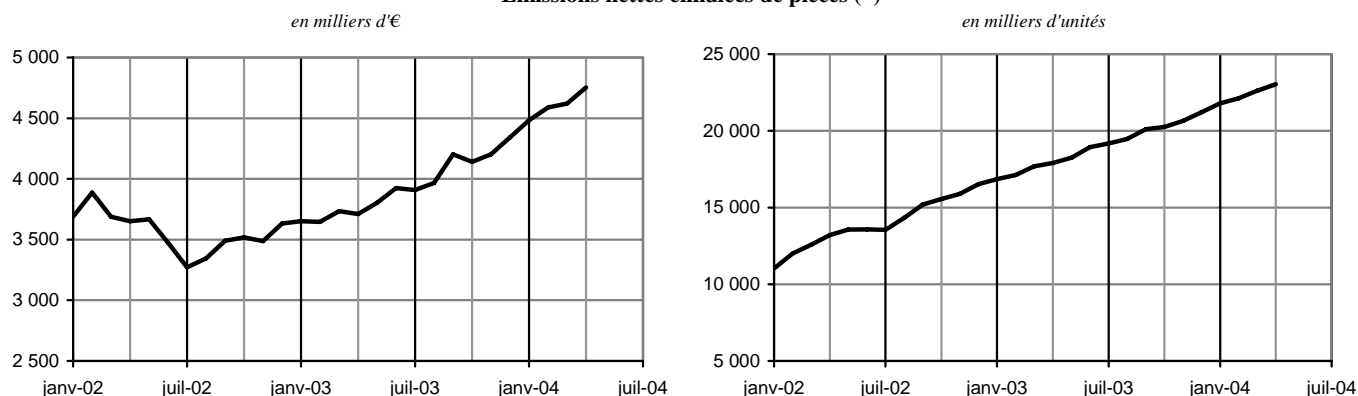


### 3. Monnaie Fiduciaire

## 3.2 Emission de pièces euros

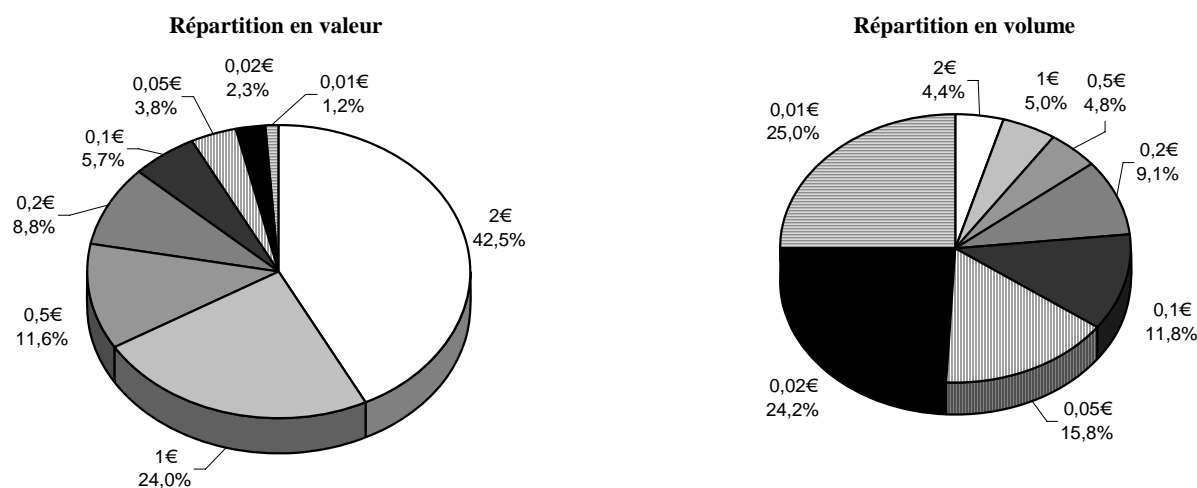
L'émission de **pièces métalliques euros** est également assurée par l'IEDOM, agissant pour le compte du Trésor public. Depuis le début de l'année 2002, plus de 23 millions de pièces euros pour une valeur de 4,8 millions d'€ ont été mises en circulation à fin avril 2004.

Emissions nettes cumulées de pièces (\*)



(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, préalimantation comprise.

### Répartition par coupures en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces euros à fin avril 2004



Directeur de la publication : A. VIENNEY – Responsable de la rédaction : D. GREBERT  
 Editeur : IEDOM – achevé d'imprimer Juin 2004 – dépôt légal : Juin 2004 – N° ISSN 0296-3116